

REPUBLIQUE DU CAMEROUN

Paix – Travail – Patrie

REPUBLIC OF CAMEROON

Peace – Work – Fatherland

PLAN D'URGENCE POUR L'ACCELERATION DE LA CROISSANCE ECONOMIQUE

Février 2014



I. CONTEXTE

Au terme des quatre premières années de la mise en œuvre du DSCE, les performances de croissance économique enregistrées au Cameroun restent en deçà de la moyenne annuelle de 7% du « scénario vision » du DSCE. Par ailleurs, le taux d'investissement de l'économie se situe environ à 20% en 2013, largement en dessous des 25% observés dans la plupart des pays émergents. De même, outre les effets liés aux importations des équipements dans le cadre de la mise en œuvre des grands projets, le déficit du compte extérieur reste préoccupant du fait de la sous-performance de la production locale liée à l'insuffisance des capacités d'offre et des mécanismes d'accompagnement au développement du secteur productif. Les performances en matière de mobilisation des recettes internes se situent autour de 17% du PIB, en dessous des réalisations des pays présentant un niveau de développement similaire. De plus, la dépense publique souffre encore d'une insuffisante rationalisation.

C'est ainsi que lors de son discours de fin d'année le 31 décembre 2013, le Président de la République a relevé que les efforts entrepris dans la mise en œuvre du DSCE ne suffiront pas, à leur rythme actuel, pour que le Cameroun devienne un pays émergent à l'horizon 2035. A cet effet, il a décrié la faiblesse du taux d'investissement du fait notamment de la faible exécution du budget d'investissement public, et un climat des affaires ne favorisant pas suffisamment l'investissement privé. De même, il a relevé le manque de cohérence et de lisibilité entre certaines actions du Gouvernement et le cadre de référence qui est le DSCE. Tout ceci conduit à une croissance économique en deçà des objectifs recherchés pour l'émergence du Cameroun.

En réponse à cette interpellation, et conformément aux orientations du Chef de l'Etat, le Gouvernement a entrepris l'élaboration d'un ***Plan d'urgence pour l'accélération de la croissance au Cameroun***, dont la mise en œuvre permettra à court terme de retrouver le sentier de l'émergence. Il s'agit d'identifier des actions qui contribuent à lever, dans un bref délai, les goulots d'étranglements observés et à renforcer l'efficacité des autres mesures de politique économique en cours de mise en œuvre. Plus spécifiquement, le plan vise :

- Le relèvement à court terme du taux de croissance de l'économie au dessus de 6 % à partir de 2014 à travers notamment (i) l'amélioration du taux d'exécution du BIP en 2014 (à un niveau supérieur à 90%), (ii) l'amélioration du pourcentage des projets matures inscrits dans le budget (100%) et (iii) l'accélération du processus de signature et de mise en vigueur des accords de prêts ou de dons ;
- l'accroissement de l'offre d'emplois décents en faveur des jeunes.

II. CONTENU DU PLAN D'URGENCE

L'atteinte des objectifs ci-dessus énoncés passe par la mise en œuvre des actions suivantes pour lesquelles les administrations responsables ainsi que celles directement impliquées dans la mise en œuvre sont identifiées :

1. Le relèvement à court terme du taux de croissance de l'économie au dessus de 6 % à partir de 2014, il s'agira de :

- améliorer le Climat des affaires ;
- moderniser l'appareil de production ;
- améliorer l'accès et la disponibilité des facteurs de production ;
- améliorer l'accès au financement ;
- initier la promotion de l'émergence des industries locales ;
- améliorer le taux d'exécution du BIP pour la porter à un niveau supérieur à 90%. Il s'agira de renforcer le suivi de l'exécution du Budget d'Investissement Public à travers notamment le respect des délais de contractualisation des projets, le renforcement des capacités des acteurs de la chaîne de passation des marchés et l'institutionnalisation d'un cadre de concertation MINEPAT, MINFI et MINMAP pour une revue mensuelle de la programmation et de l'exécution des marchés publics ;
- améliorer la maturation des projets. Il sera question d'encadrer cette maturation à travers la mise en place du Bureau d'Etudes et de Maturation des Projets ;
- accélérer le processus de signature et de mise en vigueur des Accords de prêts ou de dons, il sera question d'identifier les maillons de la chaîne décisionnelle (Gouvernement et Partenaires) et de fixer les délais de traitement.

2. En ce qui concerne l'accroissement de l'offre d'emplois décents en faveur des jeunes, il s'agira de :

- veiller à l'application effective des textes sur la sous-traitance dans les grands projets en cours de réalisation ;
- promouvoir les approches HIMO et l'utilisation des matériaux locaux ;
- renforcer la formation professionnelle des jeunes et leur auto-emploi ;
- mettre en place le dispositif d'information et de suivi du marché de l'emploi ;
- mettre en place des mesures d'incitation en faveur des entreprises pour créer des emplois.

III. FINANCEMENT DU PLAN D'URGENCE

L'orientation forte de la mise en œuvre du Plan d'urgence pour l'accélération de la croissance en 2014, repose sur le fait qu'il sera essentiellement financé sur les ressources du budget 2014 des différentes administrations sectorielles concernées principalement. A ce titre, elles seront tenues, dès la validation finale du Plan d'urgence 2014, de faire de la mise en œuvre des actions retenues, des priorités au sein de leurs départements ministériels respectifs, afin de s'assurer notamment de l'atteinte des résultats fixés à travers les cibles.

Ainsi, de manière concrète, le financement du Plan d'urgence prévoit en dehors des ressources déjà répertoriés dans les budgets 2014, l'identification des fonds complémentaires par les différentes administrations concernées à hauteur de **259 970 000 000 FCFA**. Cette identification se fera à travers l'organisation en urgence d'une concertation entre le MINFI, le MINEPAT et des différentes administrations concernées.

IV. DISPOSITIF DE SUIVI/EVALUATION DU PLAN D'URGENCE

Pour donner le maximum de chance au Plan de se réaliser, le renforcement de la coordination de l'action gouvernementale est nécessaire. A cet égard, pour chaque action retenue, l'objectif, les indicateurs de résultat, la cible, le chronogramme, ainsi que les administrations responsables sont indiqués. L'ensemble des différentes actions devant faire l'objet d'un suivi-évaluation par les administrations responsables sont précisées. Le suivi permanent des performances en termes de croissance et d'emplois, permettra au niveau de la coordination gouvernementale de s'assurer de la convergence vers l'émergence. A cet effet, un Comité de suivi, placé auprès du Premier Ministre, Chef du Gouvernement, et comprenant les points focaux de toutes les administrations concernées, sera constitué. Il aura pour mission, dans un délai d'un an (horizon du Plan d'Urgence), de s'assurer de la mise en œuvre harmonieuse des actions contenues dans le Plan. Dans cette perspective, le Comité devra se réunir au moins une fois par trimestre.

MATRICE D' ACTIONS – MESURES PHARES

Sommaire

I. Accélération de la Croissance économique	6
II. Création des emplois	12

PROBLEMES IDENTIFIES	OBJECTIFS FIXES	AXES D'INTERVENTION	ACTIONS OU MESURES PHARES A EXECUTER	INDICATEURS	CIBLES	COUTS (en millions FCFA)	SOURCE DE FINANCEMENT EN 2014	DELAIS D'EXECUTION	ADMINISTRATION RESPONSABLE	AUTRES ADMINISTRATIONS CONCERNEES
I. Accélération de la croissance économique										
Faible taux de croissance de l'économie	1. Accélérer la croissance de l'économie (taux cible : supérieur à 6%)	1.1. Amélioration du climat des affaires	1.1.1. Compléter le cadre réglementaire d'accompagnement de la Loi sur les incitations à l'investissement privé du 18 avril 2013 par ses textes d'application relatifs : (*) à la mise en place des guichets d'accueils dans les aéroports (Douala, Yaoundé) ; (**) à l'opérationnalisation de l'Agence de promotion des PME ; (***) à la mise en place d'un guichet unique des incitations accordées aux PME	Textes signés	02 guichets d'accueil créés	50	Budget MINMIDT 2014	90 jours	MINMIDT API	
					01 Agence de promotion des PME fonctionnelle	300	Budget MINPMEESA 2014	90 jours	MINPMEESA	
					Le guichet unique créé	25	Budget MINPMEESA 2014	90 jours	MINPMEESA	MINMIDT MINFI
			1.1.2. Finaliser les textes d'application sur la libéralisation des annonces légales et judiciaires	Textes finalisés	Des textes finalisés et publiés	PM	Budget MINJUSTICE	Mars 2014	MINJUSTICE	
			1.1.3. Apurer les crédits de TVA	Volume des crédits de TVA apuré	50 milliards de FCFA	*50 000		Décembre 2014	MINFI	MINEPAT
			1.1.4. Réduire et respecter le délai de règlement des prestataires de l'Etat	Délais de règlement des prestations de l'Etat	90 jours	PM	Budget MINFI	Immédiat	MINFI	MINEPAT MINMAP
			1.1.5. Relire de manière participative l'arrêté	Textes relus et finalisés	Nouveaux textes finalisés	*20	Budget MINFI	Décembre 2014	MINFI	MINMIDT MINEPAT

PROBLEMES IDENTIFIES	OBJECTIFS FIXES	AXES D'INTERVENTION	ACTIONS OU MESURES PHARES A EXECUTER	INDICATEURS	CIBLES	COUTS (en millions FCFA)	SOURCE DE FINANCEMENT EN 2014	DELAIS D'EXECUTION	ADMINISTRATION RESPONSABLE	AUTRES ADMINISTRATIONS CONCERNEES
Faible taux de croissance de l'économie	Accélérer la croissance de l'économie (taux cible : supérieur à 6%)	Amélioration du climat des affaires	N°00000339/MINFI/SG/DGI/DGD du 24 octobre 2013 précisant les modalités de mise en œuvre des avantages fiscaux et douaniers de la Loi n°2013/004 du 18 avril 2013 portant incitation à l'investissement privé au Cameroun. Ce texte d'application du MINFI poserait problème chez les acteurs du secteur privé, qui s'en plaignent de manière récurrente		et publiés					
			1.1.6. Mettre en œuvre les reformes visant l'amélioration du classement du Cameroun au Doing Business	Textes finalisés et publiés	Textes sur le recours optionnel au Notaire signés et publiés	*20		immédiat	MINJUSTICE	MINFI MINEPAT MINMAP SPM PRC
				Textes finalisés et publiés	Textes sur la diminution du capital minimum à 100 000 FCFA selon le code OHADA signés et publiés	*20				
			1.1.7. Finaliser les textes d'application de la Loi sur les zones économiques promulguée en décembre 2013	Textes finalisés et publiés	02 décrets et 05 arrêtés signés	100	Budget MINEPAT	90 jours	MINEPAT	MINMIDT MINDCAF MINATD SPM PRC
			1.1.8. Création d'une (01) zone économique au moins à l'horizon du plan d'urgence	01 zone économique créée	01 zone économique créée d'ici fin 2014	*50	Budget MINEPAT	Décembre 2014	MINEPAT	MINMIDT MINDCAF MINFI
			1.1.9. Accélérer la finalisation du processus de dématérialisation des procédures du commerce extérieur	Projet de Loi préparé et présenté Textes finalisés et publiés	Textes adoptés et publiés	*20	Budget MINCOMMERCE	Immédiat	MINCOMMERCE	MINFI MINPOSTEL
			1.1.10. Créer une plateforme de coordination des inspections des établissements classés	Commission créée et membres désignés	01 Commission créée et opérationnelle	500	Budget MINMIDT	60 jours	MINMIDT	MINTSS MINEPIA MINEPDEP MINEPAT MINSANTE MINTOURL CCIMA

PROBLEMES IDENTIFIES	OBJECTIFS FIXES	AXES D'INTERVENTION	ACTIONS OU MESURES PHARES A EXECUTER	INDICATEURS	CIBLES	COUTS (en millions FCFA)	SOURCE DE FINANCEMENT EN 2014	DELAIS D'EXECUTION	ADMINISTRATION RESPONSABLE	AUTRES ADMINISTRATIONS CONCERNES
Faible taux de croissance de l'économie	1. Accélérer la croissance de l'économie (taux cible : supérieur à 6%)	1.1. Amélioration du climat des affaires	1.1.11. Etendre le réseau des centres de formalités de création d'entreprises (CFCE) dans les 10 régions en construisant ceux (02) de Bertoua et Ngaoundéré	02 CFCE Opérationnels	01 CFCE opérationnel en 2014 à Bertoua 01 CFCE opérationnel à Ngaoundéré	164	Budget MINPMEESA 2014	Décembre 2014	MINPMEESA	MINFI MINJUSTICE MINEPAT
			1.1.12. Réaliser le projet de plateforme des télés procédures fiscales et parafiscales (phase pilote : Division des Grandes Entreprises)	Projet mis en œuvre	Au moins 20% des contribuables des zones pilotes utilisent la plateforme	*50	Budget MINFI	180 jours	MINFI	MINEPAT MINMAP
			1.1.13. Finaliser le décret portant conditions d'exercice des Agences de Notations et mettre effectivement en œuvre ladite réforme	Texte finalisé	Des textes finalisés et publiés	*20	Budget de MINEPAT	180 jours	MINEPAT	MINFI
			1.1.14. Réduire les coûts et délais de transactions foncières dans les 6 centres prioritaires (Douala, Yaoundé, Bafoussam, Buea, Garoua, Kribi) au titre d'Initiatives à Résultats Rapides, notamment les procédures de morcellement et de mutations	Taux de réduction des délais	Réduction de 75% des délais d'obtention d'un titre de propriété foncière	30	Budget MINDCAF 2014	Immédiat	MINDCAF	MINFI MINEPAT
			1.1.15. Mettre en place le guichet unique effectivement pour les transactions foncières	01 Guichet unique par département	58 en 2014	*100	Budget MINDCAF	180 jours	MINDCAF	
			1.1.16. Effectuer un suivi spécifique et stratégique des projets structurants		Respect à 100% des calendriers d'exécution des projets structurants en cours	*50	Budget MINEPAT	Immédiat	MINEPAT	MINMAP MINFI et les ministères sectoriels concernés
		1.2. Amélioration du taux d'exécution du BIP (à un	1.2.1. Mettre en place le Bureau d'Etudes et de Maturation des Projets	Textes de création signés	Organisme créé et fonctionnel	*500	Budget MINEPAT	Immédiat	PRC	MINEPAT MINTP SPM
			1.2.2. Réduire les délais de contractualisation des projets	Délais de contractualisation des projets	8 jours pour le gré à gré et 21 jours en urgence	*50	Budget MINMAP	Immédiat	MINMAP	MINEPAT MINFI MINISTERES SECTORIELS
			1.2.3. Consolider par région un PIP à exécuter, assorti d'une procédure de contractualisation spécifique	10 PIP consolidé	01 PIP consolidé pour	*100	Budget MINEPAT	Immédiat	MINEPAT	Ministères sectoriels

PROBLEMES IDENTIFIES	OBJECTIFS FIXES	AXES D'INTERVENTION	ACTIONS OU MESURES PHARES A EXECUTER	INDICATEURS	CIBLES	COUTS (en millions FCFA)	SOURCE DE FINANCEMENT EN 2014	DELAIS D'EXECUTION	ADMINISTRATION RESPONSABLE	AUTRES ADMINISTRATIONS CONCERNEES
Faible taux de croissance de l'économie	1. Accélérer la croissance de l'économie (taux cible : supérieur à 6%)	niveau supérieur à 90%)			chaque région					
			1.2.4. Renforcer les capacités des acteurs de la chaîne de passation des marchés	Pourcentage d'administrations ayant bénéficié d'au moins une session de formation	Au moins 50% en 2014	*100	Budget MINMAP	Immédiat	MINMAP	MINEPAT MINFI
			1.2.5. Conduire des missions trimestrielles de suivi de l'exécution du BIP	Nombre de missions	04	*300	Budget MINEPAT	Immédiat	MINEPAT	MINFI MINMAP Ministères sectoriels
			1.2.6. Accélérer le processus décisionnel d'exécution lié aux programmes et projets retenus avec les Partenaires Techniques et Financiers	% des financements extérieurs consommés % des fonds de contreparties consommés	100% en 2014 100% en 2014	*1000	Budget MINEPAT	Immédiat	MINEPAT	MINFI MINMAP SPM PRC
		1.3. Modernisation de l'appareil de production (accroissement des productions et de la productivité)	1.3.1. Faciliter l'acquisition à moindre coût les intrants agricoles (semences, engrais, produits phytosanitaires, alevins, aliments,...) à travers la création d'un fonds de soutien à la production auprès de certaines entreprises (SEMRY, UNVDA) à l'instar de celui existant à la SODECOTON	Fonds de soutien mis en place Taux de croissance de la production de riz	Fonds d'un montant de 2 milliards de FCFA opérationnel 30%	*2000	Budget MINADER MINEPIA	Décembre 2014	MINADER MINEPIA	MINFI MINEPAT MINRESI (IRAD)
			*Acquérir à moindre coût les équipements agricoles, pastoraux et halieutiques (tracteurs, fours de séchage, etc.)	Volume de crédit-bail distribué pour les secteurs ciblés	2 milliards de FCFA de crédit bail distribué	*50	Budget MINEPAT	Immédiat	MINEPAT	MINADER MINEPIA MINCOMMERCE
			*Acquérir les matériels d'irrigation	Nbre de tracteurs subventionnés acquis par les bénéficiaires		*2000	Budget MINEPAT	Immédiat	MINEPAT	MINADER MINEPIA MINCOMMERCE
				Taux de croissance de la production des autres spéculations ayant bénéficiées d'un appui spécifique	30%	*1000	Budget MINADER	Immédiat	MINADER	MINEPIA MINCOMMERCE

PROBLEMES IDENTIFIES	OBJECTIFS FIXES	AXES D'INTERVENTION	ACTIONS OU MESURES PHARES A EXECUTER	INDICATEURS	CIBLES	COUTS (en millions FCFA)	SOURCE DE FINANCEMENT EN 2014	DELAIS D'EXECUTION	ADMINISTRATION RESPONSABLE	AUTRES ADMINISTRATIONS CONCERNEES	
Faible taux de croissance de l'économie	1. Accélérer la croissance de l'économie (taux cible : supérieur à 6%)		1.3.2. Mise en place de 06 AGROPOLES		Maïs (02) ; poulet (01) ; manioc (01) ; riz (01) ; porc (01) en 2014	*10 000	Budget MINEPAT	Immédiat	MINEPAT	MINADER MINEPIA MINCOMMERCE	
			1.3.3. Poursuivre la constitution des réserves foncières pour les agro-industries	Nombre d'hectares de terres sécurisés		*2000	BIP MINDCAF	Immédiat	MINDCAF	MINATD MINMIDT MINADER MINEPIA MINFOF MINPMEESA	
			1.3.4. Accélérer la mise à niveau des entreprises (Bureau National de Mise à Niveau, Centres de Développement des Entreprises,...)	Nombre d'entreprises mise à niveau	25 entreprises sur 60 mises à niveau en 2014	PM	Budget du MINEPAT 2014	Décembre 2014	MINEPAT	MINMIDT MINPMEESA ANOR	
Faible taux de croissance de l'économie		1.4. Disponibilité des facteurs de production		1.4.1. Désenclaver les grands bassins de production et des zones touristiques :	Linéaire de voies d'accès bitumés en régie par Région	200km de voies d'accès bitumés en régie en 2014	*60 000	BIP MINEPAT (10 850)	Immédiat	MINTP MINEPAT	MINMAP MINTOURL MINFI MINADER MINEPIA
				1.4.2. Réhabiliter les infrastructures de transport de l'énergie électrique dans le réseau interconnecté Sud	Nombre de Km/L d'infrastructures réhabilités	1000 km en 2014	*50 000	Budget MINEE	Immédiat	MINEE	MINEPAT MINTP
				1.4.3. Renforcer le réseau de transport et de distribution de l'énergie électrique vers les grands sites industriels (Edéa – Douala ; site CIMENCAM, DANGOTE et CIMAF ; Muyuka pour Source du Pays, ...)	Proportion des sites industriels ayant bénéficié de cette initiative	Au moins 50% en 2014	*100 000	Budget MINEE	Immédiat	MINEE	MINEPAT MINTP
				1.4.4. Mettre effectivement en route les grands projets énergétiques de 2 ^{ème} génération (barrage de Nachtigal, barrage de Song-ndong, barrage Bini à Warak, barrage de Mentchum, etc.) :	Etudes finalisées et financements identifiés	Au moins 01 étude de faisabilité réalisée et un plan de financement disponible pour chaque grand projet	*300	Budget MINEE	Immédiat	MINEE	MINEPAT MINFI
				1.4.5. Intégrer dans les cahiers de charges des projets routiers, l'utilisation du bitume à froid	Nombre de km de route ayant bénéficié de l'utilisation du bitume à froid	100 km en 2014	PM	Budget MINTP	60 jours	MINTP	MINMAP MINDUH MINEPAT

PROBLEMES IDENTIFIES	OBJECTIFS FIXES	AXES D'INTERVENTION	ACTIONS OU MESURES PHARES A EXECUTER	INDICATEURS	CIBLES	COUTS (en millions FCFA)	SOURCE DE FINANCEMENT EN 2014	DELAIS D'EXECUTION	ADMINISTRATION RESPONSABLE	AUTRES ADMINISTRATIONS CONCERNEES
Faible taux de croissance de l'économie	1. Accélérer la croissance de l'économie (taux cible : supérieur à 6%)									MINFI Communautés urbaines
			1.4.6. Mettre en place du point d'atterrissement du câble sous-marin WACS de LIMBE en vue d'accroître le taux de pénétration des TIC	Nombre de département connecté à la fibre optique opérationnelle	Accès à internet pour au moins 50 départements Passer de 13,5 à 20km	14 500	Fonds spécial des télécommunications CAMTEL	Immédiat	MINPOSTEL	MINEPAT MINFI CAMTEL
			1.4.7. Etendre la fibre optique à travers notamment (i) la construction du réseau National des télécommunications d'Urgence (RNTU), (ii) la construction des boucles optiques urbaines et (iii) la construction des points d'échange interne de Yaoundé et de Douala			40 000				
		1.5. Accroître le taux d'investissement privé à travers l'amélioration de l'accès au financement	1.5.1. Démarrer effectivement les activités de la banque des PME, la banque agricole et de la Caisse de Dépôts et Consignations	Organes dirigeants en place	Au moins 03 projets de décrets signés et diffusés	PM	Budget MINFI	90 jours	MINFI	MINPMEESA MINADER SPM/PRC
			1.5.2. Vulgariser l'existence des lignes de garantie disponibles auprès de certaines institutions bancaires	Taux d'accroissement du volume de crédit accordés	Au moins 20% en 2014	*100		Immédiat	MINFI	MINEPAT MINMIDT CCIMA
			1.5.3. Identifier et conclure des contrats Partenariats Public-Privé	Nombre de Contrats conclus et signés	05 PPP au moins conclus et signés	25	Budget MINEPAT	Immédiat	MINEPAT (CARPA)	MINEPAT
		1.6. Réduction du déficit de la balance courante (substitution des	1.6.1. Construire des magasins de stockage dans les bassins de production agricole	Nbre de magasins frigorifiés/ventilés construits	8 magasins construits en 2014	370	Budget MINADER	Immédiat	MINADER	MINEPAT MIPROMALO

PROBLEMES IDENTIFIES	OBJECTIFS FIXES	AXES D'INTERVENTION	ACTIONS OU MESURES PHARES A EXECUTER	INDICATEURS	CIBLES	COUTS (en millions FCFA)	SOURCE DE FINANCEMENT EN 2014	DELAIS D'EXECUTION	ADMINISTRATION RESPONSABLE	AUTRES ADMINISTRATIONS CONCERNES	
		importations par l'accroissement de la production locale ; acquisition des meubles en bois local par les administrations publiques)	1.6.2. Accroître la production des denrées de première nécessité - Riz - Poisson - Maïs - Farine - Ciment	Quantités produites (en T) en hausse	200.000t 50.000t 10.000t - 100.000t	50	Budget MINADER	Immédiat	MINADER	MINEPIA MINCOMMERCE MINPMEESA MINMIDT	
			1.6.3. Rendre fonctionnel le Laboratoire de contrôle des denrées alimentaires de Douala déjà construit		Laboratoire équipé et fonctionnel	*500	Budget MINEPIA	Décembre 2014	MINEPIA	MINADER MINCOMMERCE MINFI MINEPAT MINMIDT	
			1.6.4. Promouvoir l'équipement des administrations publiques par les meubles en bois produits localement	(i) Textes finalisés et publiés (ii) Taux de croissance de l'acquisition des meubles en bois produit localement dans les administrations publiques	Textes signés et publiés	40%	PM	Budget MINFOF	Décembre 2014	MINFOF	SPM MINEPAT MINFI MINMAP
			1.6.5. Opérationnaliser le système de traçabilité de la gestion des ressources naturelles (bois)	Système de traçabilité forestière au Cameroun opérationnelle	SIGIF II fonctionnel Logiciel SIGIF II développé et testé sur le corridor Bertoua - Douala		870	Fonds Commun du PSFE en 2014 11 ^e FED/DUE	Décembre 2014	MINFOF	MINEPAT MINFI MINFOF
II. Création des Emplois											
Fort taux de chômage des jeunes	2. Accroître l'offre d'emplois décents en faveur des jeunes	2.1. Sous-traitance industrielle	2.1.1. Veiller à l'application effective des textes sur la sous-traitance dans les grands projets en cours de réalisation	Nombre d'emplois nouveaux créés		*50	Budget MINEPAT	Immédiat	MINEPAT	MINPMEESA MINEPAT SPM/PRC	
		2.2. Approche HIMO	2.2.1. Vulgariser l'approche HIMO et l'utilisation des matériaux locaux	*Nombre de CTD où s'opère l'approche HIMO *Nombre d'emplois créés		228	Budget MINEPAT 2014	Immédiat	MINEPAT	MINTP MINRESI MIPROMALO CTD MINEFOP	

PROBLEMES IDENTIFIES	OBJECTIFS FIXES	AXES D'INTERVENTION	ACTIONS OU MESURES PHARES A EXECUTER	INDICATEURS	CIBLES	COUTS (en millions FCFA)	SOURCE DE FINANCEMENT EN 2014	DELAIS D'EXECUTION	ADMINISTRATION RESPONSABLE	AUTRES ADMINISTRATIONS CONCERNEES
2. Accroître l'offre d'emplois décents en faveur des jeunes	2.3. Formation professionnelle des jeunes et auto-emploi	2.3. Formation professionnelle des jeunes et auto-emploi	2.3.1. Finaliser la réflexion sur la rationalisation d'un guichet unique d'emploi		Guichet unique sur la création d'emploi logé au FNE fonctionnel	*50	Budget MINEFOP	Décembre 2014	MINEFOP	MINADER MINEPIA MINJEC
			2.3.2. Mettre en œuvre les actions spécifiques telles que : (* le Programme Emploi Diplômé (PED) spécial (5 000 emplois ciblés) qui vise à offrir des appuis financiers à des étudiants en fin de formation en vue de la création des entreprises ; (* le Programme d'Auto emplois et de Micro Entreprises (PAME) (10 000 emplois visés) ; (* l'octroi de 10 000 à 20 000 bourses de formation professionnelle aux jeunes dans le but de disposer des techniciens qualifiés capables de répondre aux besoins en main d'œuvre des projets structurants.	Programmes mis en œuvre	25.000 emplois créés en 2014	*500	Budget MINEFOP	Immédiat	MINEFOP	MINADER MINEPIA MINJEC MINEPAT MINFI
		2.3.3. intensifier la formation des jeunes agriculteurs dans les métiers agricoles et ruraux	Nombre de jeunes formés textes portant création de nouveaux établissements élaborés et signés	3.641 jeunes formés en 2014 textes portant création de nouveaux établissements signés et publiés	2.889	Budget MINADER	Immédiat	MINADER	MINEFOP MINEPIA MINFI	
		2.3.4. Inscrire la promotion de la mise en place des incubateurs et pépinières d'entreprises au sein des écoles de formation et des groupements d'entreprises	Pépinière publique pilote opérationnelle	Pépinière publique pilote d'Edéa opérationnelle en 2014	1 140	Budget MINPMEESA 2014	Décembre 2014	MINPMEESA	CCIMA MINEFOP	
	2.4. Monitoring de l'emploi	2.4. Monitoring de l'emploi	2.4.1. Mettre en place le dispositif d'information et de suivi du marché de l'emploi	Dispositif statistique	Dispositif statistique mis en place et fonctionnel	*50	Budget MINEPAT	Décembre 2014	MINEPAT (INS)	MINEFOP
			2.4.2. Compléter la mise en place de l'architecture institutionnelle de création et de suivi/évaluation de l'emploi telle que définie dans le DSCE	textes portant création (i) du Conseil National de l'Emploi, (ii) du Comité Technique Interministériel	Conseil National de l'Emploi, Comité Technique Interministériel de Suivi de	*100	Budget MINEFOP	Décembre 2014	MINEFOP	PRC SPM

PROBLEMES IDENTIFIES	OBJECTIFS FIXES	AXES D'INTERVENTION	ACTIONS OU MESURES PHARES A EXECUTER	INDICATEURS	CIBLES	COUTS (en millions FCFA)	SOURCE DE FINANCEMENT EN 2014	DELAIS D'EXECUTION	ADMINISTRATION RESPONSABLE	AUTRES ADMINISTRATIONS CONCERNES
				de Suivi de l'Emploi, et (iii) du Guichet unique pour l'Emploi dont le FNE en sera la structure coordonnatrice signés et publiés	l'Emploi, et Guichet unique pour l'Emploi mis en place et fonctionnels					
		2.5. Création d'emplois	2.5.1. Installer dans l'activité d'élevage des poulets des jeunes formés dans les centres zootechniques avec le Projet AFOP du MINEPIA à travers notamment l'aménagement des sites, la construction des infrastructures et l'appui en équipement nécessaires	Nombre de Jeunes éleveurs installés	500 jeunes formés et installés en 2014	632	Budget MINEPIA 2014	Immédiat	MINEPIA	MINADER MINEPAT MINFI MINMIDT MINPMEESA
			2.5.2. Mettre en place des mesures d'incitation en faveur des entreprises pour créer des emplois ¹	Nombre de mesures élaborées et implémentées	Mesures identifiées et mises en œuvre dès 2014	*50	Budget MINEPAT	Immédiat	MINEPAT	MINFI et ministères sectoriels concernés

Le coût total de mise en œuvre du Plan d'urgence 2014 est de **343 023 000 000 FCFA**, dont au moins **83 053 000 000 FCFA**, sont déjà répertoriés dans les budgets 2014 des différentes administrations concernées. Il s'en dégage un solde de ***259 970 000 000 FCFA** à identifier² dans les budgets 2014 des ministères responsables de la mise en œuvre des actions retenues. Outre les ressources propres de l'Etat, le recours aux Partenaires au Développement ainsi que la contribution du secteur privé à travers notamment le financement des projets sous forme de Partenariat Public Privé (PPP), seront également explorés.

¹ Cette action part de l'idée selon laquelle si chacune des 94.000 entreprises existantes était incitée à créer au moins 2 emplois, cela ferait 188.000 emplois générés en une année.

² Il est prévu l'organisation en urgence d'une concertation entre le MINFI, le MINEPAT et les différentes administrations sectorielles concernées, en vue d'identifier dans leurs budgets 2014, les ressources nécessaires pour réaliser le solde. Par ailleurs, certaines actions jugées urgentes, mais dont les délais d'exécution pourraient excéder un an, seront prise en compte dans le budget 2015.